

La page mensuelle de Tabadool

Training MED MSMEs : Booster l'impact des Institutions de Financement Non-Bancaires

Le Programme MED MSMEs organise trois sessions de formation les 7, 14 et 21 mars 2023 visant à renforcer l'impact des institutions financières non bancaires (IFNB) en 1) tirant parti des solutions numériques pour offrir des services innovants, réduire les coûts d'exploitation et mieux gérer les risques, 2) exploiter le potentiel des entreprises dirigées par des femmes pour stimuler la croissance du portefeuille; et 3) faciliter l'accès à des financements concessionnels pour réduire le coût du capital. Pour accéder à la brochure et vous enregistrer, c'est [ICI](#).

Impact des politiques et programmes d'appui aux PME : le cadre d'évaluation de l'OCDE

Au point de départ de cette [récente publication de l'OCDE](#) : les politiques et programmes en faveur des PME et de l'entrepreneuriat souffrent d'un manque d'évaluations d'impact systématiques et fiables. Pour y pallier, le document dresse un état de l'art des méthodes et pratiques en la matière, illustrées par de nombreux exemples dans 28 pays membres de l'organisation. Le rapport explore également le rôle de l'évaluation pour orienter les mesures des gouvernements en réponse aux chocs économiques majeurs. Parmi les recommandations émises par l'OCDE, on retiendra notamment celle-ci : la mise en place de processus de coordination entre les ministères et organismes gouvernementaux pour le suivi et l'évaluation de la politique des PME et de l'entrepreneuriat.

Connaître et suivre l'actualité des PME dans l'UE

Le site web [EUbusiness](#) se définit comme « le principal service européen indépendant d'informations commerciales en ligne sur l'Union Européenne. » Fondé en 1997, il fournit nouvelles et informations concernant les changements de l'environnement des affaires, la législation, les données économiques, les opportunités dans l'UE ou encore les possibilités de mise en réseau pour les entreprises... Dans l'éventail des sujets traités, [le thème de la PME](#) mérite une attention particulière (guides PME, législation de l'UE sur les entreprises, politiques et instruments financiers de soutien aux PME).

Quand l'e-commerce tire la croissance : l'exemple de l'économie italienne

Entre 2016 et 2020, le secteur du commerce électronique a contribué à hauteur de 40,6% à la croissance du chiffre d'affaires total des activités économiques italiennes, avec un effet de levier puisque 100 € investis dans ledit secteur génèrent 148 € dans le reste de l'économie... Les données révélées par [l'étude de Netcomm](#), consortium italien du commerce numérique, témoignent de la vitalité du commerce électronique et de son effet multiplicateur sur le système productif. Pour consolider ces résultats, l'étude recommande aux entreprises d'investir notamment dans le marketing digital tant en B2B qu'en B2C. Il est également préconisé d'axer l'action publique en appui à une croissance soutenue du secteur sur le développement des

investissements technologiques, la mise à niveau des compétences et le renforcement des exportations numériques (notamment, l'encouragement des accords avec les principales places de marché internationales et l'adoption de procédures douanières simplifiées et accélérées).

Une boîte à outils pour le commerce transfrontières dématérialisé : un milliard d'arbres en jeu

La transition vers la numérisation du commerce international implique la mobilisation d'outils techniques (identité numérique, paiements électroniques, protocoles de communication, sécurité des données...) et juridiques (reconnaissance juridique des services de confiance et des transactions et documents électroniques, règles de gouvernance des données, imputation de la responsabilité et gestion des litiges...). Afin de faciliter cette transition, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a publié en 2022, conjointement avec les Nations unies, la « [Boîte à outils pour le commerce transfrontières sans papier](#) ». Les enjeux sont cruciaux notamment en termes de durabilité : « Au niveau mondial, les émissions de CO2 que la mise en œuvre du commerce sans papier permettrait d'éviter se chiffrent en moyenne à 36 millions de tonnes, ce qui équivaut à planter plus d'un milliard d'arbres. »

Devoir de vigilance des entreprises : vers un outil juridique pour une RSE contraignante ?

La Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) des entreprises relève essentiellement de l'action volontaire sans qu'aucune obligation ne les contraigne à rendre des comptes sur leurs engagements. Partant de ce constat, [l'article de Youmatter](#) considère le devoir de vigilance comme une opportunité et un moyen de donner à la RSE un cadre normatif en obligeant les entreprises à se mettre en conformité sur les plans social et environnemental. Référence est d'ailleurs faite à la [proposition de directive européenne](#) en la matière. Une approche réglementaire de la RSE est-elle en train de voir le jour ? C'est la question teintée d'espoir qui est in fine formulée.

Constituer un panel PME pour faciliter l'accès à la commande publique : un modèle inspirant de TdR

Aider davantage de PME à remporter des contrats publics : l'expérience du Royaume-Uni dans ce domaine est adossée à la mise en place d'un organe consultatif, en l'occurrence, un [panel PME](#) multisectoriel, dans lequel des chefs d'entreprise collaborent avec l'administration compétente pour conseiller le gouvernement sur les moyens d'améliorer l'accès des PME à la commande publique. Il aurait été intéressant de disposer de données permettant d'apprécier l'impact effectif de cette pratique. Cependant, le fait que le panel PME, initialement créé en 2011, ait été renouvelé en 2020, laisse supposer que des résultats probants ont été enregistrés. Quoi qu'il en soit, la composition exacte du panel et le mandat précis de ses membres sont détaillés, à titre de modèle inspirant, dans les présents [termes de référence](#).

